

Femmes interdites de voie publique : Hidalgo feint l'indignation

Un article du [Parisien](#) daté du 18 Mai 2017 a jeté un pavé dans la mare : le sort des femmes interdites de séjour dans les rues du quartier La Chapelle Pajol, à l'est de Paris a depuis fait couler beaucoup d'encre, au point que la maire de la capitale Anne Hidalgo a affirmé que le problème était connu de ses services depuis plusieurs mois et qu'elle allait y remédier en étroite collaboration avec la Préfecture de Police.



Réaction d'Anne Hidalgo sur Twitter

En cause : l'attitude agressive vis à vis des femmes d'individus ayant pris possession du quartier et présentés comme des « dealers » ou autres « vendeurs à la sauvette », et ce depuis plus d'un an, obligeant ces dernières à déserrer la voie publique.

De nombreux témoignages émanant des femmes du quartier sont venus étayer la situation, certaines affirmant ne plus oser ouvrir leurs fenêtres. Plusieurs se sont regroupées en collectif et entendent dénoncer leur calvaire afin que l'Etat prenne ses responsabilités et leur donne à nouveau la

possibilité de circuler librement.

Si la sphère médiatique s'est concentrée sur ce quartier de Paris, il n'est qu'une illustration parmi bien d'autres de ce qui se passe aujourd'hui en France : le contrôle des espaces publics par une catégorie de la population au détriment des femmes qui sont pourtant censées y bénéficier des mêmes libertés que tout un chacun, une évidence d'autant plus curieuse à rappeler qu'elle fait écho à des pratiques dont la France n'a pas le souvenir.

Cette misogynie des rues avait pourtant été dénoncée dans le cadre d'un reportage diffusé sur [France 2 le mercredi 7 décembre 2016](#), où le cas des femmes exclues des lieux publics à Sevrans et en banlieue lyonnaise avait soulevé une vive polémique. Ce n'est pourtant que deux autres exemples de ce que sont devenus certains quartiers de France : une transposition de ce qui se passe « au bled ».

Surtout n'y voyons aucun lien entre ces pratiques et l'immigration, ce ne sont que des « incivilités » liées à un « manque d'information » qui ne saurait en rien révéler une incompatibilité avec les cultures. Il faut sans doute expliquer à ces hommes d'origine extra européenne que les femmes en France ont une place qui ne se situe pas entre l'animal de compagnie et l'homme, mais à égalité avec ce dernier. Autant jouer aux échecs avec un chimpanzé... Fin de l'ironie.

Vous l'aurez compris, le problème est que nous accueillons sur notre territoire (quand je dis « nous », ce ne sont pas les Français pris dans leur ensemble à qui l'on n'a pas demandé leur avis), des individus qui ne partagent pas nos valeurs, ne respectent pas notre culture, et nous imposent des modes de vie que l'on retrouve essentiellement après avoir traversé la Méditerranée.

Nous ne réglerons pas le problème sans avoir réaffirmé le

socle des valeurs que nous sommes censés partager afin de les imposer à tous, à charge pour ceux qui ne les acceptent pas d'aller vivre ailleurs, nos frontières étant visiblement grandes ouvertes dans les deux sens.

Cela ne réglera certes pas intégralement le sort des femmes dans certains quartiers, mais leur donnera une chance de plus de ne pas subir quotidiennement leur relégation au second plan dans l'espace public, ce qui rappelons le était connu de la Mairie de Paris depuis plusieurs semaines sans réaction aucune.

Celles qui appellent encore naïvement au « vivre ensemble » et entonnent en chœur le « pas d'amalgame » au nom du multiculturalisme triomphant vivent nécessairement loin de ces endroits où les Lois de la République ne s'appliquent plus, et où le point de non retour a été atteint depuis fort longtemps.

Saluons la résistance de ces femmes du quartier La Chapelle Pajol, qui vient s'ajouter à la colère des citoyens excédés qui pour nombre d'entre eux pourraient bien finir par prendre les choses en main si l'Etat persiste à laisser pourrir la situation, avec la complaisance de certains élus pour qui le clientélisme a toujours primé sur l'intérêt général, comme le prouve la politique d'Anne Hidalgo.

Sébastien JALLAMION